

Accord professionnel

PARTICULIER EMPLOYEUR
(Salariés, assistants maternels)

Avenant n° 2 du 6 novembre 2020
relatif à la révision du protocole paritaire du 16 octobre 2018

NOR : ASET2150220M

Pour la branche des salariés du particulier employeur relevant de la convention collective nationale des salariés du particulier employeur du 24 novembre 1999 :

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

FEPEM,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

FGTA FO ;

FS CFDT ;

CGT CSD ;

FESSAD UNSA,

d'autre part,

Pour la branche des assistants maternels relevant de la convention collective nationale des assistants maternels du particulier employeur du 1^{er} juillet 2004 :

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

FEPEM,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

CGT CSD ;

SPAMAF ;

FESSAD UNSA ;

CSAFAM,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit.

Article 1^{er} | *Objet de l'avenant*

Le présent avenant a pour objet de réviser les dispositions du protocole paritaire de mise en œuvre de l'accord-cadre interbranche santé au travail modifié par avenant n° 1 le 10 avril 2020, au regard des constats relevés dans le cadre des travaux préparatoires à la mise en œuvre de l'expérimentation et afin de faire évoluer les contours de l'expérimentation, tels que désormais envisagés par les partenaires sociaux.

Article 2 | *Objet du protocole*

L'article 1.1 du protocole du 16 octobre 2018 est modifié comme suit :

Au 2^e paragraphe de l'article 1.1, les termes suivants : « une plate-forme téléphonique infirmière » sont supprimés.

Article 3 | *Durée de l'expérimentation*

L'article 1.2 du protocole du 16 octobre 2018 est annulé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 1.2 | *Durée de l'expérimentation*

L'expérimentation, d'une durée de 12 mois, se déroule en deux phases :

- une 1^{re} phase débute au plus tard au 1^{er} janvier 2021 et s'étale sur 9 mois à compter du démarrage de l'expérimentation. Elle est consacrée à la mise en œuvre opérationnelle du dispositif conformément au descriptif détaillé par le présent protocole ;
- une 2^{de} phase d'une durée de 3 mois consacrée à la réalisation du bilan de l'expérimentation, sur la base de l'évaluation réalisée tout au long de l'expérimentation. »

Article 4 | *Continuité du suivi médical*

L'article 1.3 du protocole du 16 octobre 2018 est annulé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 1.3 | *Continuité du suivi médical*

Afin d'éviter toute rupture du suivi individuel de l'état de santé des salariés initié durant l'expérimentation et en amont du déploiement du dispositif global de santé au travail à échelle nationale, les partenaires sociaux souhaitent la poursuite du suivi de l'état de santé des salariés initié durant l'expérimentation.

La période de maintien du suivi médical démarre au terme de la première phase de l'expérimentation telle que définie à l'article 1.2 du présent protocole. Elle s'achève lors du déploiement du dispositif final sur le territoire concerné.

Durant cette période, le suivi individuel de l'état de santé du salarié demeure assuré par le SSTI partenaire lorsque :

- le suivi individuel de l'état de santé du salarié a été initié durant l'expérimentation ;
- le salarié demeure lié par un contrat de travail à un particulier employeur ayant donné mandat au cours de l'expérimentation ;
- le lieu d'exercice du contrat de travail demeure le territoire couvert par le périmètre d'agrément du SSTI partenaire.

Les modalités relatives au défraiement des salariés pendant cette période restent celles prévues par l'annexe défraiement.

L'organisation du suivi individuel de l'état de santé des salariés durant cette période est aménagée dans le cadre de la convention conclue entre l'OGN de préfiguration et le SSTI partenaire de l'expérimentation. »

Article 5 | Champ d'application géographique

L'article 2.1 du protocole du 16 octobre 2018 est annulé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 2.1 | Champ d'application géographique

L'expérimentation se déroule dans le département du Cher. »

Article 6 | Champ d'application professionnel

L'article 2.2 du protocole du 16 octobre 2018 est modifié comme suit :

Au 2^d paragraphe de l'article 2.2, les termes suivants : « sur l'un des territoires concernés » sont remplacés par les termes suivants : « sur le territoire concerné ».

Article 7 | Préfiguration de l'organisme de gestion national paritaire

L'article 3 du protocole du 16 octobre 2018 est modifié comme suit :

Au 2^d alinéa de l'article 3, les termes suivants : « (notamment les services de santé au travail) » sont remplacés par les termes suivants : « (notamment le service de santé au travail) ».

Article 8 | Missions de l'OGN

L'article 3.3 du protocole du 16 octobre 2018 est modifié comme suit :

Au 2^e paragraphe de l'article 3.3, les termes suivants : « (après contrôle) » sont supprimés.

Le 3^e paragraphe de l'article 3.3 est annulé et remplacé par les dispositions suivantes :

- « Pour assurer le bon déroulement de ses missions, l'OGN paritaire de préfiguration conclut :
 - une convention technique avec l'IRCEM prévoyance, précisant notamment :
 - le périmètre des missions de maîtrise d'œuvre qui lui sont confiées et dont la réalisation lui est déléguée par l'OGN paritaire de préfiguration ;
 - les modalités de mise en œuvre de cette délégation dans les conditions prévues par l'article 4 du présent protocole.
 - une convention avec la FEPEM précisant notamment :
 - le périmètre de la mission de maîtrise d'œuvre qui lui est confiée et dont la réalisation lui est déléguée par l'OGN paritaire de préfiguration ;
 - les modalités de mise en œuvre de cette délégation.
 - une convention avec le SSTI partenaire de l'expérimentation définissant notamment les modalités de son intervention dans le cadre de l'expérimentation et l'aménagement de la convention dans le cadre de la continuité du suivi médical ;
 - une convention d'adhésion avec le SSTI partenaire de l'expérimentation ;
 - une convention financière avec l'IRCEM prévoyance précisant les modalités relatives au financement de l'expérimentation et aux avances consenties ;
 - toute autre convention utile à l'expérimentation. »

Article 9 | Collecte des mandats du particulier employeur

L'article 3.4 du protocole du 16 octobre 2018 est modifié comme suit :

La 1^{re} phrase du 2^d paragraphe de l'article 3.4 est annulée et remplacée par les dispositions suivantes :

« L'OGN paritaire de préfiguration adresse aux particuliers employeurs résidant sur le territoire concerné par l'expérimentation tel que défini par l'article 2.1 du présent protocole : ».

Au 2^d paragraphe, le 3^e tiret est supprimé.

Article 10 | Actions de prévention

L'article 3.5 du protocole du 16 octobre 2018 est annulé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 3.5 | Actions de prévention

À l'issue de l'expérimentation, l'OGN paritaire de préfiguration pourra engager des travaux avec la commission paritaire interbranche santé au travail (CPIST) en vue de déterminer les axes et outils de prévention à déployer au bénéfice des salariés du particulier employeur, en privilégiant les supports dématérialisés. Dans ce cadre, l'OGN s'appuiera notamment sur les préconisations fournies par le SSTI du Cher.

L'OGN paritaire de préfiguration et la CPIST pourront s'adjoindre les compétences des acteurs intéressés (SSTI, IPERIA, FEPEM, IRCM, etc.) afin de co-construire une démarche et des outils de prévention efficaces et adaptés aux enjeux du secteur. »

Article 11 | Délégation de mission

L'article 4.1 du protocole du 16 octobre 2018 est modifié comme suit :

Le 1^{er} paragraphe de l'article 4.1 est annulé et remplacé par les dispositions suivantes :

« La délégation de maîtrise d'œuvre à l'IRCEM Prévoyance porte notamment sur les missions suivantes :

- assurer la prise en charge des salaires, le remboursement des frais de transport engagés par le salarié dans le cadre du suivi individuel de l'état de santé, etc. ;
- le traitement, la vérification des données personnelles des salariés du particulier employeur nécessaires à la mise en œuvre du suivi individuel de l'état de santé des salariés dans le cadre de l'expérimentation ;
- la contribution à l'élaboration et à la communication des outils et des actions de prévention à destination des salariés. »

Article 12 | Sécurité des données

Après l'article 6, il est ajouté un article 7 rédigé comme suit :

« Article 7 | Sécurité des données

L'OGN paritaire de préfiguration assure la sécurité et la confidentialité des données à caractère personnel et de santé en prévoyant notamment :

- l'application stricte de la réglementation relative à la protection des données et au code de la santé publique ;
- l'identification d'un délégué à la protection des données et le cas échéant, l'élaboration d'une analyse d'impact et d'une politique de confidentialité des données ;
- l'engagement conventionnel des partenaires et de tous les sous-traitants, sur le respect strict des réglementations applicables ;
- un hébergement des données sur le territoire français ou européen, présentant toutes les garanties nécessaires dans le respect des textes en vigueur ;
- si nécessaire, des échanges avec la CNIL, au cours de l'expérimentation.

Concernant les données de santé à caractère personnel, l'OGN paritaire de préfiguration veillera aux nécessaires certifications, qualités et garanties du SSTI et des éventuels sous-traitants hébergeurs de données de santé en conformité avec la réglementation relative à la protection des données et au code de la santé publique. »

Article 13 | Numérotation

La numérotation des articles du protocole du 16 octobre 2018 est modifiée comme suit :

- l'article 7 « Bilan de l'expérimentation » devient l'article 8 ;
- l'article 8 « Révision du protocole paritaire » devient l'article 9.

Article 14 | Entrée en vigueur de l'avenant

Le présent avenant entre en vigueur au jour de sa signature.

Fait à Paris, le 6 novembre 2020.

(Suivent les signatures.)